

ÉDUCATION

Des syndicalistes soutiennent Benghebrit

Nouria Benghebrit ne s'attendait certainement pas à devoir autant se justifier, en annonçant, fin juillet dernier, les recommandations issues de la Conférence nationale sur l'évaluation de la mise en œuvre de la réforme du système éducatif. Dans cet entretien, le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) et le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest) reviennent sur la polémique. Les deux syndicats appellent à laisser l'école loin de la politique et de l'idéologie pour la confier aux spécialistes et aux pédagogues.

IDIR ACHOUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DES LYCÉES D'ALGÉRIE (CLA) :
«Ce sont des défenseurs de l'échec»

Le Soir d'Algérie : Que pensez-vous de la polémique autour de l'introduction des langues maternelles dans le cycle primaire ?

Idir Achour : Nous considérons que la polémique autour de cette question relève de l'idéologie et non de la pédagogie. L'approche actuelle n'a pas donné les résultats souhaités et c'est un constat d'échec. Comment défendre un constat d'échec ? Ce sont les ennemis du nationalisme et de la langue arabe elle-même qui veulent maintenir le système actuel. Pourquoi faire de la manipulation pour maintenir un système qui a prouvé son échec. L'expérience actuelle a donné de mauvais résultats, le débat doit être orienté dans ce sens. Plus grave encore, actuellement, sur le terrain, les enseignants du primaire et du moyen enseignant avec l'arabe classique, arrivé au lycée, l'élève reçoit un enseignement en arabe dialectal car ni l'élève, ni l'enseignant ne maîtrisent l'arabe académique de l'école notamment pour enseigner les mathématiques et la physique, alors que c'est l'inverse qui doit se faire. Les recommandations de la Conférence nationale ne sont pas des expériences à expérimenter mais elles sont issues des expériences réelles et rationnelles qui peuvent amener le changement.

Alors vous soutenez cette recommandation ?

Nous sommes avec la position des spécialistes et des chercheurs dans le domaine qui ont démontré que l'adaptation de l'élève se fait pendant la 2^e et la 3^e année primaire à l'environnement scolaire et l'accessibilité à une langue académique devient plus facile lorsqu'on communique avec l'enfant par sa langue maternelle. Cette approche est utilisée dans le monde entier et de ce point de vue, le CLA est d'accord pour l'utilisation de la langue maternelle dans les classes d'apprentissage.

Quelles sont les recommandations issues de la Conférence nationale de l'évaluation de mise à niveau de la réforme que vous souhaitez voir se concrétiser dans l'immédiat ?

Au-delà des recommandations pour l'enseignement obligatoire, les recommandations pour l'enseignement secondaire que nous souhaitons voir se concrétiser est la mise en place d'un processus de réforme de l'enseignement secondaire par l'allongement de sa durée de trois ans à quatre ans en utilisant la première année secondaire comme tronc commun de remise à niveau et d'adaptation des élèves pour une préspecialisation à l'enseignement secondaire.



Car au niveau du cycle primaire et secondaire, on incite l'élève à apprendre par cœur sans lui inculquer le principe de réflexion. C'est pourquoi l'orientation des élèves vaut mieux qu'elle se fasse en première année secondaire vers l'enseignement général, technique ou profes-

MEZIANE MERIANE, PORTE-PAROLE DU SYNDICAT NATIONAL DES PROFESSEURS AUTONOMES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET TECHNIQUE (SNAPEST) :

«C'est un problème idéologique et politique»

Le Soir d'Algérie : Que pensez-vous de l'introduction des langues maternelles à l'école ?

Meziane Meriane : L'introduction des langues maternelles est une orientation de l'Unesco et jusque-là toutes les recommandations de cette organisation ont été respectées par nos responsables. Il n'y a pas lieu de soulever une polémique puisque actuellement certains enseignants de matière de physique ou mathématiques expliquent aux élèves les cours avec la langue qu'ils utilisent quotidiennement. La langue parlée de l'enfant lui permettra d'acquérir des notions scientifiques et des notions d'enseignement en général. Lorsque l'enfant étudie une langue étrangère, le français ou l'anglais, on utilise l'arabe et on interdit à l'enseignant l'utilisation de l'arabe dialectal pour enseigner l'arabe et permettre à l'enfant d'acquérir des notions par sa langue maternelle.

Quelle recommandation vous voulez voir se concrétiser en urgence ?

Le plus urgent, c'est de lever cette interdiction faite aux enseignants de ne pas parler l'arabe dialectal et nous appelons aussi à la refonte

sionnel. L'élève passe actuellement au secondaire sans aucune passerelle et sans qu'on puisse détecter ses compétences pour savoir dans quelle filière il peut réussir. Nous sommes aussi en faveur de l'introduction de la fiche de synthèse qui permettrait une évaluation continue de l'élève.

Et pour un examen de bac en deux sessions ?

Un examen de baccalauréat en deux sessions tel que présenté actuellement nécessite un débat. Deux sessions signifie qu'on devrait passer un examen en juin et un rattrapage en septembre pour les recalés. Or, un examen en deux parties veut dire que l'élève passe les matières dites non essentielles en deuxième année secondaire, et en troisième année, il sera évalué sur les matières essentielles.

Ainsi, on va réduire des jours d'examen étalés actuellement sur cinq jours et c'est très long. Nous sommes favorables pour un bac en deux sessions mais l'argumentation du bac en deux parties pour réduire les jours d'examen est tout aussi intéressante. Nous devons approfondir le débat pour trouver la meilleure formule.

du bac, certaines matières doivent disparaître ou examinées en deuxième année secondaire car cinq jours d'examen, c'est trop long pour l'élève. Il faut aussi revoir le coefficient des matières essentielles à la hausse. Il y a beaucoup de matières, ce qui permet à l'élève d'avoir son bac sans qu'il soit vraiment fort dans les matières essentielles. Un scientifique, par exemple, peut avoir son bac sans être fort en sciences car il récompense avec les autres matières.

Votre point de vue sur la ministre de tutelle...

Je trouve qu'elle a pris des décisions courageuses loin de toute pression politique. Jusque-là, il y avait une mainmise sur l'école algérienne et lorsqu'on touche à leurs visions, nous avons ce genre de réactions. Il faut laisser l'école algérienne loin de toute bataille politique et idéologique et redonner la parole aux spécialistes de l'éducation pour que l'on puisse remettre l'école algérienne sur les rails.

Pensez-vous qu'elle arrivera au bout de ses projets pour révolutionner l'école ?

Il faudra qu'il y ait une politique d'accompa-

Pourquoi un cursus de quatre années au moyen ?

Parce que nous perdons actuellement une année de scolarité. Auparavant, l'élève suivait un cursus de six ans au primaire, quatre ans au moyen et trois ans au secondaire mais avec la suppression de la 6^e année au primaire, on se retrouve avec 12 années de scolarisation au lieu de 13. Alors, on introduit une année de plus au secondaire ou on revient à l'ancien système de 6 ans au primaire pour être aux normes. La quantité des connaissances est doublée depuis toutes ces années alors que la durée de scolarisation a diminué, ce n'est pas normal. Cela répond beaucoup plus à une logique de limitation des dépenses qu'aux conditions pédagogiques et au niveau de l'élève.

Un mot sur la ministre de l'Education ?

Nous avons une ministre qui a osé et qui affronte les problèmes et les polémiques publiquement, ce qui est une qualité importante. On peut ne pas partager ses idées mais le débat doit être constructif.

S. A.



Photos : DR

gnement de cette vision mais surtout il ne faut pas casser cette dynamique pour sauver ce qui reste de l'école algérienne. C'est une réalité, tout le monde se plaint du niveau bas des élèves et que nos enfants ne maîtrisent pas les langues car dès le départ, il y a un rejet. Pour ce qui est d'une révolution, il ne s'agit pas d'une révolution, ce n'est que la réforme de Benzaghoul.

S. A.

SYNDICAT DES HOSPITALO-UNIVERSITAIRES :

«La situation catastrophique du CHU de Constantine n'est pas de la responsabilité du chef de service»

Le bureau de Constantine du Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires monte au créneau. Il réagit à la décision du ministre de la Santé pour le limogeage du médecin chef de service de la maternité du CHU de Constantine. Selon le syndicat, la situation «catastrophique» que connaît cet établissement n'est pas de la responsabilité du chef de service puisqu'elle perdure depuis plusieurs décennies.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Le service de la maternité du CHU de Constantine n'arrête pas de faire parler de lui. Le ministre de la Santé, a-t-il mis fin au problème avec sa décision de fermeture du service et le limogeage du médecin chef de service et du directeur de la santé de la wilaya ? Cette démarche a visiblement suscité la colère des hospitalo-universitaires. Le bureau de Constantine du

Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires (Snechu) qui réagit à travers un communiqué, s'interroge où se situe la responsabilité du médecin chef et où se situe la responsabilité des administrateurs «ayant totalement échoué dans leur mission». Dans son communiqué, le syndicat souligne que le CHU de Constantine souffre depuis plus d'une décennie d'insalubrité, d'un manque

cruel de moyens aussi bien matériels qu'humains pour une prise en charge convenable de ses patients. «Ce CHU a plus d'un siècle et demi d'âge mais continue à fonctionner avec la même capacité de ses structures d'accueil ; alors que le nombre de malades n'arrête pas de croître, ce qui explique l'insuffisance des lits, du consommable et des pannes fréquentes des appareillages. Nonobstant le fait qu'il draine les patients de plus de 14 wilayas limitrophes sans pour autant en avoir les moyens, alors à qui revient la responsabilité de réguler ce flux de patients ?», se demande encore le syndicat. Ce dernier précise avoir déjà dénoncé la situation «gravissime» du CHU à maintes reprises à l'ensemble des responsables allant même jusqu'à organiser des journées de protesta-

tions sans que cela n'ait eu d'écho auprès des responsables de la santé. Le ministre de la Santé, rappelle le Snechu, a passé 4 ans à la tête de la wilaya de Constantine et connaît parfaitement la situation catastrophique de cet hôpital mais n'a rien fait pour changer la situation de ce CHU qui n'a jamais connu de stabilité, en témoigne la succession de 5 directeurs à sa tête en l'espace de 6 ans. «Ils étaient tous dans l'incapacité de faire face à cette situation chaotique, chacun rejetant la responsabilité sur son prédécesseur», estiment les hospitalo-universitaires.

Selon eux, le service de la maternité n'est pas le seul service à ne pas répondre aux normes mais bien la majorité des services de cet hôpital, qui doivent donc faire objet de la même décision de fermeture. Le ministre de

la Santé, poursuit le syndicat, «par ses sorties politiciennes et populistes a jeté en pâture l'ensemble des praticiens à une opinion publique désinformée, ce qui aboutira incontestablement à des dérives incontrôlables et non souhaitées».

Le seul tort que se reproche le syndicat est de n'avoir jamais refusé des patients malgré «des conditions de travail désastreuses».

Pour mettre fin à la «médiocrité» vécue au quotidien, le syndicat appelle à une évaluation des activités des services et des praticiens et à assurer le minimum de moyens et une décentralisation de la décision.

«A ce moment-là que chacun prenne ses responsabilités» précise le communiqué.

S. A.